

Économie suisse en 1992 : reprise graduelle?

Autor(en): **Rinaldi, Dino**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Le messenger suisse : revue des communautés suisses de langue française**

Band (Jahr): - **(1992)**

Heft 36

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-848074>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Economie suisse en 1992

Reprise graduelle ?

par Dino Rinaldi

**Afin d'évaluer
les perspectives
économiques suisses, il
convient, au préalable,
de prendre en
considération ses
contraintes externes,
en d'autres termes les
restrictions imposées
par l'économie
mondiale.**

revera des taux hypothécaires à 6 % et l'inflation à 2 %. Le monde manque cruellement d'épargne et les problèmes de financement des ex-pays de l'Est ainsi que de la C.E.I. conjugués à la naissance de l'Europe ne permettent plus à la B.N.S. de conserver son indépendance. Elle doit donc accorder sa politique avec celle d'autres pays, notamment l'Allemagne.

Les banques régionales et les caisses d'épargne devront faire preuve d'une imagination accrue si elles veulent survivre. Les récentes annonces faites telles que le regroupement des douze caisses de Crédit Mutuel vaudoises en une seule banque, la probable création d'un holding commun aux 28 banques cantonales, la fusion de la Banque de Glâne et de la Gruyère avec la Banque d'Etat de Fribourg, le rachat de la Caisse d'Epargne de Konolfingen par l'Union des Banques Suisses, tentent de prouver que la décennie 90 sera marquée par un nombre spectaculaire de regroupements visant à réduire massivement la surbancairisation suisse.

Quant à l'immobilier, il est peut-être temps d'investir en achetant des biens à un prix plus réaliste. Cependant, il convient d'être très prudent et de ne pas rêver à une baisse spectaculaire des taux. Pour le cas où un financement serait nécessaire, il est recommandé d'aller trouver le chargé de clientèle d'un établissement financier bénéficiant d'une importante assise financière, en se rappelant qu'il faudra cette fois avoir environ 30 % de la valeur de l'immobilier sous forme de fonds propres et des revenus fixes d'environ 4 fois supérieurs aux tombées des échéances annuelles. ■

En 1991, certains pays ont "souffert" du recul économique qui s'est avéré plus important que prévu (U.S.A., G.B., Canada) pendant que l'on diagnostiquait en Allemagne et au Japon les premiers symptômes d'un ralentissement économique. Cette divergence est, en grande partie, due à la diversité des environnements monétaires de ces pays. La Banque d'Angleterre et plus particulièrement la Federal Reserve aux U.S.A. ont procédé, en plusieurs fois, à d'importantes réductions de leurs taux directeurs dans le dessein de relancer leurs économies respectives. Parallèlement, la Bundesbank augmentait ses taux pour atteindre en 1991 le niveau historique de 9,75 %. Sa stratégie étant de combattre l'inflation (4,2 % pour 1991, niveau le plus élevé depuis 1982) et de refroidir l'économie en phase de surchauffe. L'important taux d'endettement d'institutions publiques et privées, les hausses successives des taux allemands, et ceux des pays liés au DM, ainsi que la pondé-

ration du DM au sein du système monétaire européen, viennent ternir le potentiel baissier des taux d'intérêts des principales économies européennes.

Ces différents paramètres compliquent (comme d'habitude !) la tâche des économistes, cependant les conditions fondamentales pour une lente reprise semblent être au rendez-vous. Le taux de croissance des pays de l'O.C.D.E., bien que revu à la baisse à cause du comportement de "Wait and see" des consommateurs, devrait, cependant, se situer en termes réels aux alentours de 2,2% pour 1992, et de 3 % pour 1993. L'activité économique redémarre lentement dans certains pays, même aux U.S.A. bien qu'elle soit dans ce pays moins perceptible, et ralentit graduellement au Japon et en Allemagne où les signes de surchauffe économique demeureraient importants en 1991. L'inflation des pays de l'O.C.D.E. suivra en 1992 sa tendance baissière, grâce à un certain essoufflement des pressions syndicales, le contrôle de la masse monétaire exercé par les banques centrales, ainsi que la stabilisation du brut en-dessus de 20 dollars couplé à la faiblesse du dollar.

L'ECONOMIE SUISSE

Après une période de croissance positive durant la période de 1983/1990, l'économie suisse est rentrée en 1991 en mini-récession. Au vu de ce contexte et des perspectives économiques mondiales brièvement exposées ci-dessus, le P.N.B. (Produit

National Brut) suisse devrait en 1992 être en hausse de 0,5 % ce qui tendrait à confirmer une lente et graduelle reprise économique.

L'environnement mondial plus favorable stimulera les exportations helvétiques de telle sorte qu'une hausse de 2,1 % de celles-ci semble possible. La consommation du secteur privé demeurera cependant faible compte tenu du comportement "Wait and see" au niveau des particuliers et des entreprises. En revanche une hausse de 2,5% est attendue dans le secteur des investissements publics.

L'inflation, qui en 1991 a atteint en moyenne 5,9%, reviendra, grâce à la maîtrise des coûts salariaux, baisse des coûts énergétiques, et relative stabilisation de la hausse des loyers, à un niveau voisin de celui des pays de l'O.C.D.E. Le renchérissement devrait s'établir en moyenne pour 1992 à 4,5 % contre 3,7 % pour l'O.C.D.E.

La reprise de l'économie ainsi que le recul de l'inflation pourraient contribuer à alléger la pression sur les taux d'intérêt en général, bien que le financement des dettes publiques de certains pays (notamment USA), les énormes besoins en financement de l'ex-RDA, des pays de l'Est et de la C.E.I. auront tendance à anéantir cet effet. Ce d'autant plus que le monde manque d'épargne.

En conclusion, 1992 sera, sauf crise de confiance ou troubles d'ordre politique, le début d'une lente et difficile reprise économique, tant sur le plan suisse que mondial. ■